



# LUTTE OUVRIERE

## UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

### RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

07/10/2013

#### NON À LA LIBERTÉ D'EXPLOITER

Avec l'ouverture dimanche dernier d'un grand nombre de leurs magasins, Castorama et Leroy-Merlin ont maintenu la pression sur le gouvernement pour obtenir l'autorisation permanente d'ouvrir le dimanche.

Il s'agit là d'une vaste campagne de propagande patronale dont le but n'est pas de simplifier la vie des bricoleurs du dimanche mais de faire passer l'idée que le patronat doit avoir le droit, si les affaires et le commerce l'imposent, d'ouvrir en tout lieu et en tout temps.

L'enjeu dépasse Castorama et Leroy-Merlin d'autant qu'ils se débrouillent déjà très bien pour ouvrir le dimanche, avec mille et une dérogations. L'enjeu, c'est le droit pour le patronat de faire ce qu'il veut, quand il veut, avec ses salariés.

La question pour les travailleurs n'est pas de savoir s'il est pratique ou non de pouvoir faire ses courses le dimanche, mais de savoir si l'on accepte d'être malléable et corvéable à merci.

Bien des salariés travaillent déjà le dimanche, dans les hôpitaux ou dans les transports, mais c'est une nécessité sociale. Par contre, rien ne justifie de sacrifier ses loisirs, son repos et sa famille au nom de la rentabilité patronale.

En tant que salarié, travailler le dimanche est un sacrifice et cela doit suffire pour dire non à la généralisation du travail dominical.

Le patronat, Medef en tête, en profite pour mener une campagne idéologique contre les syndicats et contre les travailleurs qui voudraient lui résister. Il faut que les travailleurs répondent à cette campagne et opposent à la propagande patronale leurs revendications et leurs intérêts.

Pour un salarié invité sur les plateaux de télé afin d'y défendre le droit de travailler le dimanche, combien subissent le chantage patronal, combien résistent et sont forcés de se taire pour ne pas perdre leur emploi ?

Les salariés « volontaires » l'expliquent eux-mêmes. S'ils demandent à passer leur dimanche à vendre du matériel de bricolage, c'est qu'ils y sont poussés par la nécessité. C'est qu'ils ont besoin de ces 200 ou 300 € pour joindre les deux bouts !

Comme les heures supplémentaires ou le travail de nuit, le travail du dimanche n'a rien à voir avec le volontariat : c'est pour les travailleurs sous-payés une situation imposée par leur entreprise ou par leurs salaires de misère.

Salaires de misère que l'on trouve justement chez Sephora, marque du groupe de luxe LVMH de Bernard Arnault, première fortune française, ou chez Leroy-Merlin qui appartient à la famille Mulliez, troisième fortune du pays. Ce n'est pas un hasard ! Les actionnaires sont d'autant plus riches que les employés sont mal payés et mal traités, harcelés pour faire du chiffre, contraints aux temps partiels.

Si le patronat de la distribution obtient que se généralise le droit d'ouvrir le dimanche, l'exception deviendra la règle et les majorations du dimanche ou de nuit, l'exception ! Quant au prétendu volontariat, il n'en restera rien.

Dans sa propagande, le patronat nous sert, comme toujours, l'argument de l'emploi et de la croissance. Quelle hypocrisie ! Un bricoleur ne renoncera pas à l'achat d'une perceuse parce que son magasin ferme un jour par semaine.

Quant au chiffre d'affaires réalisé le dimanche par les magasins qui ouvriront, il sera perdu par d'autres, plus petits. Car ce n'est pas l'ouverture des magasins le dimanche qui fera que les travailleurs auront plus d'argent à dépenser !

La campagne pour le travail du dimanche masque une campagne pour la liberté d'exploiter sans entrave. Oui, le travail du dimanche est devenu le symbole du combat entre les travailleurs qui veulent préserver leurs droits et le patronat qui veut les démolir un à un.

Le comble est que ce grand patronat rapace et cynique mène sa campagne au nom de la « liberté du travail » ! Mais qui est libre de travailler ou de ne pas travailler dans cette société ? Sûrement pas les 5 millions de femmes et d'hommes réduits au chômage, qui cherchent désespérément un travail !

Pas les anciens, licenciés ou poussés dehors à quelques trimestres de leur retraite, pas les nombreuses employées à temps partiel qui rêvent d'un temps complet, ni les CDD, ni les intérimaires !

Et une fois dans l'entreprise, quelle liberté reste-t-il ? Sûrement pas celle de choisir les jours et les horaires travaillés ! Non, il n'y a pas de « liberté du travail », la seule liberté qui s'impose dans la société capitaliste est la liberté d'exploitation.

À nous de la combattre pour nos libertés et nos droits : le droit à un travail et à un salaire décent, le droit de ne pas passer sa vie à se faire exploiter ; le droit des travailleurs à profiter des richesses de la société, qu'ils sont les seuls à créer !



### Augmenter les effectifs

Dans tout le Technocentre, les dossiers s'accumulent suite aux départs. Comme tout est paraît-il urgent, la journée ressemble à un marathon ou à de la brasse coulée.

Pour respirer, il faut embaucher, plutôt que de supprimer des milliers de postes.

### Tout Départ = Embauche

A la direction Tests et Services, l'avenir est flou. En particulier chez nos camarades TDE, Techniciens Documentation Etudes, qui voient leur nombre régulièrement diminuer. Effectivement, de départs anticipés en départs à la retraite, les sorties augmentent sans voir une arrivée.

Alors que le travail, lui ne diminue pas, ce qu'il nous faut, c'est au moins une embauche pour chaque départ.

### Pôle Emploi, on n'en veut pas !

Renault a interrompu les contrats de maintenance et du service courrier avec Vestalia, filiale de Veolia. Sur la région parisienne, depuis plusieurs semaines, c'est l'incertitude totale pour plus de 200 camarades de travail. C'est grâce à eux que le courrier et la maintenance des bâtiments du Technocentre, du Plessis et de Boulogne sont assurés.

Les directions de Renault et de Vestalia ont en cours des procédures juridiques, l'une contre l'autre. Les camarades de travail ne doivent pas faire les frais de ces deux groupes, qui sont opposés pour de sordides questions d'argent, mais d'accord pour tirer le maximum de profits sur notre dos.

### Spéculation garantie

Nous avons tous reçu une plaquette publicitaire de Natixis, vantant les mérites de son placement de retraite par capitalisation "Avenir Retraite". La banque d'affaire y présente son dispositif de placement par "compartiment" censé être risqué au départ, puis devenir progressivement et miraculeusement plus sûr.

Il paraîtrait même qu'au bout de 12 ans, ce risque tomberait à 0 %. Natixis aurait mieux fait d'utiliser ses dons de visionnaire pour éviter de perdre 4 milliards d'euros des déposataires dans la crise des subprimes.

### Fonds de pensions, arnaque à l'horizon

Ce courrier de Natixis, nous sollicite pour transférer jusqu'à 10 jours de congés par an dans le Perco (Plan d'Epargne Retraite Collectif).

Nos congés intéressent beaucoup ces sociétés financières. Après notre travail, ce sont nos congés que les banques comptent exploiter !

### Projets de recherche... de profits

La Commission européenne a autorisé Renault à recevoir une aide de 20,5 millions d'euros, octroyés par l'Etat français pour la "réalisation du projet de recherche et développement sur les technologies hybrides".

CIR (Crédit Impôt Recherche), CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi), les avantages fiscaux ne manquent pas pour arroser les patrons avec l'argent public, pendant que les réductions de postes et le blocage des salaires continuent.

Les impôts doivent servir à créer des emplois et à embaucher dans les services publics, pas à aider à remplir les coffres-forts des capitalistes. Comme dans la nature, ce n'est plus de l'hybride, c'est du parasitisme.

### Réduire le coût... des actionnaires

La semaine dernière a eu lieu une exposition dans le hall de la Ruche sur le TDC : "Total Delivery Cost". Des "experts" étaient là pour nous expliquer comment "réduire les coûts pour être compétitifs".

Par réduire les coûts, ils veulent dire : "vous allez être beaucoup moins nombreux, travailler plus, et gagner moins". Ce qui coûte cher, ce sont les actionnaires qui se sont partagé plus de 500 millions d'euros rien qu'en 2013.

### Des attaques qui rapportent gros

Depuis le début de l'année, l'action Renault a augmenté de 51 % de sa valeur. L'ensemble des analystes économiques se félicitent de cette envolée, synonyme de gains juteux pour nombre de spéculateurs.

Ce qui les attire, ce sont les profits que la direction compte faire, entre autres, en multipliant les attaques contre nos emplois et nos salaires.

Les 0 % d'augmentation de salaire pour 2013 sont à mettre en face : préparons-nous à riposter collectivement !

## **CONTRE LA BOURGEOISIE ET SES SERVITEURS POLITIQUES Faire entendre la voix des travailleurs**

réunion publique de Lutte Ouvrière

avec Nathalie Arthaud  
et Jean-Pierre Mercier

vendredi 11 octobre à 20h30  
grande salle de la Mutualité  
M°Maubert-Mutualité ou Jussieu  
entrée libre